



# POSTULAT

**Auteur** PDCVr, par Myriam Roduit, Patricia Meylan et Edouard Rey  
**Objet** Plan d'action Blackout  
**Date** 16/11/2021  
**Numéro** 2021.11.431

La mort de l'accord-cadre institutionnel avec l'Union européenne peut avoir des répercussions très graves sur le plan énergétique. Faute d'un accord sur l'électricité avec l'UE, la Suisse pourrait subir un black-out en 2025. Le Valais doit impérativement se préparer à y faire face.

Le Conseil fédéral rompait, en mai dernier, les négociations avec l'UE sur un accord institutionnel. Il est fort possible qu'un accord sur l'électricité ne soit pas conclu en temps utile.

La Suisse se situe au coeur du réseau d'électricité européen. Elle est une plateforme de transit des échanges entre les pays voisins. Ces flux (planifiés ou non planifiés) exigent une vaste réglementation. Selon l'OFEN, dans un récent rapport: « En tant que pays tiers sans accord sur l'électricité, la Suisse n'a pas son mot à dire concernant la définition de ces règles ». Au 31 décembre 2024 au plus tard, les gestionnaires de ce réseau se seront réservés 70% des capacités transfrontalières !

La Confédération a étudié différents scénarii. Selon le plus pessimiste, à la fin mars 2025, il pourrait y avoir un black-out de deux jours. Dans des circonstances extrêmes, relève le rapport « l'approvisionnement pourrait même être interrompu pendant 500 heures ».

Un black-out de plusieurs jours aurait des conséquences très graves pour la population et l'activité économique du canton. Cela équivaldrait à une paralysie générale (stations de filtration/pompage d'eau potable et d'eaux usées, entreprises, transactions, éclairages, chauffages, signalisation, transports public et privé, moyens d'information, communication, télécommunication, etc.). Et quid de l'accès aux soins et de la garantie du maintien de l'ordre public en cas de problème avec les groupes électrogènes.

## Conclusion

Au vu de la gravité de la situation dénoncée par l'OFEN et l'urgence qu'il y a à l'anticiper, nous demandons au Conseil d'État de mettre en place, sans délai, un plan d'actions pour faire face à un black-out.